



Hôpitaux Civils
de Colmar

**Direction des Investissements et des Projets
Services Techniques**

**Remplacement d'ascenseurs
aux Hôpitaux Civils de Colmar**

R.C.

Règlement de la Consultation

Consultation établie en application du code de la commande publique

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :

Vendredi 10 juillet 2026 à 12 heures, délai de rigueur

Le fuseau horaire de référence est celui en vigueur à Paris

Juin 2026



Ce marché est éligible au Document Unique de Marché Européen

*Les documents correspondant à cette consultation (DCE) sont
téléchargeables à l'adresse internet suivante :*

<https://ch-colmar.fr/> - Menu - Rubrique « Professionnels » - « Marchés Publics »

Ou directement via : marches-securises.fr/perso/HCC_68/

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	4
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES OFFRES ET CONTENU DES PLIS.....	5
ARTICLE 5 : CONDITION D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	6
ARTICLE 6 : ECHANTILLONS	8
ARTICLE 7 : ESSAIS, VISITE DE SITE (OU VISITE SUR SITE)	8
ARTICLE 8 : CRITERES DE CHOIX	8
ARTICLE 9 : MODALITES D’ATTRIBUTION.....	9
ARTICLE 10 : PROCEDURES DE RECOURS	10
ARTICLE 11 : GROUPEMENT D’ENTREPRISES.....	10
ARTICLE 12 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10

1.1 PRESTATIONS DEMANDEES

Ce marché a pour objet le remplacement d'ascenseurs aux Hôpitaux Civils de Colmar.

Le contenu détaillé des prestations est défini dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ainsi que dans l'annexe n° 1 à l'Acte d'Engagement (DPGF).

1.2 DECOMPOSITION EN LOTS

Il n'y a pas de décomposition en lots, le candidat doit répondre à l'ensemble des prestations figurant dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.3 VARIANTES – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES**1.3.1 Variantes**

Les variantes sont autorisées, les candidats peuvent présenter une offre comportant des variantes par rapport aux spécifications des cahiers des charges, mais ils doivent impérativement répondre à l'offre de base.

Les variantes devront être chiffrées séparément et devront, au minimum, respecter les caractéristiques figurant dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières. Seules les variantes plus performantes en termes de coût et de qualité que l'offre de base seront prises en compte.

1.3.2 Prestations supplémentaires éventuelles

Cette consultation ne fait pas l'objet de prestations supplémentaires éventuelles.

1.4 DELAI D'EXECUTION/DE LIVRAISON

Le délai d'exécution est de 6 mois maximum à compter de l'ordre de service précisant le démarrage des travaux. Les travaux seront exécutés suivant un planning d'exécution.

1.5 UNITE MONETAIRE

Les Hôpitaux Civils de Colmar demandent que le marché soit conclu et exécuté en euro.

1.6 QUANTITE A FOURNIR

Les quantités sont précisées dans la décomposition du prix global et forfaitaire (Annexe n° 1 à l'acte d'engagement).

1.7 NUMERO DE NOMENCLATURE

Numéro de la nomenclature C.P.V. : 453 131 00 – 5

ARTICLE 2 : ETENDUE DE LA CONSULTATION

2.1 PROCEDURE ET MODE DE MARCHÉ

Ce marché est instruit sous forme d'un marché à procédure adaptée, selon les articles R2121-1 à R2121-9, R2123-1 et R2131-12-2° du code de la commande publique.

☒ Marché de travaux : ☒ Exécution ☐ Conception-réalisation

☐ Marché de fournitures : ☐ Achat ☐ Location
☐ Crédit Bail ☐ Location-vente

☐ Marché de services

Accord cadre à bons de commande ☐ Oui ☒ Non

Marché à tranches ☐ Oui ☒ Non

2.2 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

3.1 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est constitué des documents suivants :

- le Règlement de la Consultation,
- l'Acte d'Engagement et son annexe n° 1 (DPGF),
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

3.2 OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION AU FORMAT ELECTRONIQUE

Conformément aux articles R2132-1 à R2132-6 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique. Les modalités d'obtention sont expliquées dans les « MENTIONS ANNEXES » jointes au dossier.

En cas de retrait anonyme, ou de dossier obtenu via une agence de veille, les candidats sont invités à s'authentifier sur notre plateforme et à **indiquer une adresse mail permettant de façon certaine une correspondance électronique** pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications de ce dossier.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique.

3.3 MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des propositions, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.


ARTICLE 4 : PRESENTATION DES OFFRES ET CONTENU DES PLIS

4.1 CHOIX DU MODE DE REMISE DES PLIS

Les candidats doivent remettre leur offre par voie électronique, sauf s'ils entrent dans le champ d'application de l'article R2132-12 du code de la commande publique.

4.2 PIECES A JOINDRE

Conformément aux articles R2142-1 à R2142-18 et R2143-1 à R2143-16 du code de la commande publique, chaque candidat aura à produire un dossier complet en un exemplaire comprenant les pièces suivantes, datées et complétées par lui :

PIECES DU DOSSIER	
CANDIDATURE DUME :	
	Un Document Unique de Marché Européen ou DUME (permet de candidater et de simplifier les réponses à un marché public en remplaçant les DC1 et DC2) – Informations complémentaires en annexe.
CANDIDATURE CLASSIQUE :	
1	<p>Une lettre de candidature et, le cas échéant, la désignation du mandataire par ses co-traitants (imprimé DC1 fourni par les Hôpitaux Civils de Colmar) dûment complétée ainsi que les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat.</p> <p>Dans le cas d'un groupement, les entreprises remplissent un DC1 unique (fourni dans le DCE).</p>

PIECES DU DOSSIER	
2	<p>Une déclaration du candidat (imprimé DC2 fourni par les Hôpitaux Civils de Colmar) dûment complétée et accompagnée des renseignements ou documents permettant d'évaluer :</p> <p>a) les capacités financières b) les capacités techniques c) les capacités professionnelles</p> <p>Dans le cas d'un groupement d'entreprises, ces documents devront être fournis par chaque membre du groupement.</p> <p>En cas d'allotissement, ces documents seront fournis en un exemplaire.</p>
<p><i>Si les pièces de la candidature ont été transmises lors d'une précédente consultation, et si elles sont encore valables ou consultables gratuitement en ligne (à condition de fournir les indications nécessaires à leur consultation), vous êtes dispensé de fournir les attestations fiscales et sociales et l'attestation d'assurance.</i></p>	
OFFRE :	
3	<p>Un projet de marché comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un Acte d'Engagement (ATTRII) et son annexe dûment complétés (l'annexe financière devra impérativement être complétée sous peine de rejet de l'offre. Néanmoins, elle peut être reproduite à l'identique autant de fois que nécessaire). - les CCAP et CCTP sont à accepter sans aucune modification.
4	<p>Un mémoire technique qui devra comprendre les pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La présentation des moyens humains permettant de juger les compétences (nombre de personnes affectées aux opérations, qualification), l'organisation de l'entreprise afin d'assurer une telle prestation, - La description du mode opératoire de l'intervention et la proposition d'un planning d'intervention, - Les documentations techniques des matériels et solutions techniques proposés, permettant de juger de la conformité et de la qualité de l'offre.
5	Les éléments demandés dans le CCTP.

Toutes les pièces du dossier doivent être rédigées en langue française.

ARTICLE 5 : CONDITION D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

La date limite de réception des offres est le :

Vendredi 10 juillet 2026 à 12 heures, délai de rigueur

REMISE PAR VOIE DEMATERIALISEE :

Sous réserve des articles R2132-11 à R2132-13 du code de la commande publique, les offres seront transmises par **VOIE DEMATERIALISEE**, par le biais de notre profil d'acheteur, conformément aux articles R2132-7 à R2132-10 du code de la commande publique et comme expliqué dans les « MENTIONS ANNEXES » jointes au dossier.

Signature électronique :

La signature électronique a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite.

Il est porté à l'attention des candidats qu'une signature scannée ne constitue pas une signature électronique.

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

L'offre finale sera signée par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au règlement n° 910/2014 dit « eIDAS », qui garantit notamment l'identification du candidat.

Formats électroniques attendus :

Les formats de signatures attendus sont Cades, Pades ou Xades.

Les documents devront être transmis selon les formats suivants :

Document	Format signé attendu
Acte d'engagement	PDF
Annexes à l'acte d'engagement	PDF

Notification du marché :

La signature électronique n'est pas requise au moment du dépôt de l'offre, elle ne le sera que pour le soumissionnaire qui sera déclaré attributaire du marché à l'issue de l'analyse des offres et uniquement pour les documents suivants :

- ✓ Acte d'engagement (signé par le candidat unique, par chaque membre du groupement ou par le mandataire accompagné des pouvoirs des co-traitants)
- ✓ Annexe(s) financière(s) (BPU, DPGF...)
- ✓ DC4, en cas de sous-traitance, signé par le titulaire et le sous-traitant
- ✓ Uniquement dans le cadre d'un groupement d'opérateurs économiques, le DC1, soit signé par chaque membre du groupement, soit signé uniquement par le mandataire, accompagné des pouvoirs des co-traitants.

Dès la remise de l'offre, s'il ne dispose pas déjà d'un certificat électronique accepté par la réglementation, le candidat est invité à prendre ses dispositions pour se doter rapidement de ce certificat auprès d'un organisme agréé. Cela lui permettra, si son offre est retenue, de signer électroniquement les documents mentionnés ci-dessus dès la décision d'attribution du marché à son profit.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Vérification des signatures électroniques :

Le signataire qui n'utilise pas le certificat électronique proposé par le profil acheteur, **doit impérativement transmettre le mode d'emploi permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique et le mettre gratuitement à disposition lors du dépôt de document signé** (article 6 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique).

Si la vérification est impossible, l'offre sera assimilée à une offre non signée.

Copie de sauvegarde :

Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde sous format papier ou support physique électronique par **LETTRE RECOMMANDEE** avec demande d'avis de réception postal à l'adresse suivante :

Le Directeur par intérim des Hôpitaux Civils de Colmar
Service des Marchés
39 avenue de la liberté
68024 COLMAR CEDEX

avec la mention "REPLACEMENT D'ASCENSEURS AUX HOPITAUX CIVILS DE COLMAR – COPIE DE SAUVEGARDE".

L'annexe 6 du code de la commande publique « *fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde* » a été modifiée par l'arrêté n°ECOM2308848A du 14 avril 2023 pour introduire la possibilité d'une copie de sauvegarde électronique.

Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde électronique sur un serveur miroir de notre profil acheteur, accessible sur <https://wwwmirror.marches-securises.fr>

Les copies de sauvegarde doivent respecter les exigences de format et de délai des plis originaux.

/! \ Une offre au format papier qui ne rentre pas dans le champ d'application des articles R2132-11 à R2132-13 du code de la commande publique devra impérativement être régularisée dans la forme et les délais imposés, et parvenir obligatoirement par voie électronique par le biais de notre profil d'acheteur.

Les dossiers qui seraient remis ou réceptionnés après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ne seront pas retenus (article R2143-2 du code de la commande publique).

ARTICLE 6 : ECHANTILLONS

Sans objet.

ARTICLE 7 : ESSAIS, VISITE DE SITE (OU VISITE SUR SITE)

Le candidat est invité à se rendre sur place pour prendre connaissance des lieux. Il prendra rendez-vous auprès du secrétariat des Services Techniques au 03.89.12.40.60.

ARTICLE 8 : CRITERES DE CHOIX

Seuls les plis reçus dans les conditions prévues à l'article 5 seront examinés selon les conditions fixées aux articles R2144-1 à R2144-9, R2152-3 à R2152-5, et R2152-6 à R2152-13 du code de la commande publique. Après ouverture et analyse des offres, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les meilleures propositions.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie selon les critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

1 – Critère n°1 : 60 % : la valeur technique, se décomposant comme suit :

- La compétence et l'organisation de l'entreprise permettant d'assurer un tel chantier (20%)
- La description du mode opératoire de l'intervention et proposition d'un planning d'exécution avec temps d'arrêt des installations (20%),
- Les documents techniques précis des matériels proposés, permettant de juger de la qualité de l'offre (20%).

2 – Critère n°2 : 40 % : le prix.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que tous ces critères sont effectivement pris en compte dans l'appréciation de l'offre. Il leur appartient donc de n'en négliger aucun et de proposer la meilleure offre possible dans tous ces domaines.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées lors de l'examen des offres, dans la décomposition du prix global et forfaitaire, celles-ci pourront faire l'objet d'une demande de régularisation. Cette demande de régularisation ne doit pas aboutir à une modification substantielle de l'offre. En cas de refus, l'offre sera éliminée.

ARTICLE 9 : MODALITES D'ATTRIBUTION

Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un **délai court** à compter de la réception de la lettre l'informant qu'il est retenu, les documents suivants :

- 1 extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (n° SIRET), s'il n'est pas mentionné dans les documents de marché
- 1 attestation d'assurance en cours de validité
- 1 attestation de fourniture des déclarations sociales de l'URSSAF datant de moins de 6 mois
- 1 attestation fiscale avec une situation de l'année

Si, au moment de l'attribution du marché, les attestations fiscales ou sociales fournies au moment du dépôt de l'offre ne sont plus valables, le titulaire pressenti aura l'obligation de communiquer de nouvelles attestations.

En outre, le titulaire devra produire, sous peine de résiliation du marché à ses torts, les pièces prévues aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail tous les six mois et ce, jusqu'à la fin d'exécution dudit marché.

Si le candidat retenu ne peut produire ces certificats dans le délai ci-dessus, son offre est rejetée. La même demande sera présentée au candidat suivant dans le classement des offres (articles R2143-5 à R2143-15 et R2144-1 à R2144-7 du code de la commande publique).

Il est rappelé au(x) candidat(s) que les fraudes et tentatives de fraude sont passibles de sanctions pénales dans les conditions prévues aux articles 313-1, 313-3, 433-19 et 441-7 du code pénal et peuvent conduire au retrait de l'offre.

La collectivité se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation. Dans ce cas, le candidat ne pourra engager de recours indemnitaire.

ARTICLE 10 : PROCEDURES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Administratif de Strasbourg.

ARTICLE 11 : GROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le groupement d'entreprises est autorisé.

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint est solidaire.

ARTICLE 12 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir des renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats doivent adresser leurs questions aux référents techniques et administratifs **par le biais de la plateforme dématérialisée** (une inscription préalable est nécessaire) au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

<p><u>INFORMATIONS ADMINISTRATIVES :</u> Mme BAUMANN Marie-Claude</p> <p><u>INFORMATIONS TECHNIQUES :</u> M. MEYER Julien</p>	<p>HOPITAUX CIVILS DE COLMAR Direction des Investissements et des Projets Services Techniques 39 avenue de la Liberté 68024 COLMAR CEDEX</p>
---	--

Fait à Colmar, le 15/06/2026

L'Ingénieur Général
Responsable des Services Techniques

S. PEPE